

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.349/2
DU 24 NOVEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice Premier Ministre et Ministre des Finances, le 26 octobre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant les règlements des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations «Lotto/Joker», «Pick-3», «Euro Millions» et «Keno» ainsi que les règles d'annulation de tickets de jeu liés à la participation à ces loteries publiques", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet à l'examen adapte essentiellement les différents règlements des jeux à tirages organisés à la Loterie Nationale pour permettre d'y participer au moyen d'internet.

Cette participation ne sera possible qu'après l'adoption du projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information, qui a fait l'objet de l'avis 47.197/2, donné 7 octobre 2009 ¹.

Ainsi, la section de législation a examiné le projet soumis en fonction du texte de ce projet et le projet à l'examen ne pourra pas être adopté tant que cet autre arrêté ne l'aura pas été. Il devrait en outre y avoir, à tout le moins, concomitance quant à l'entrée en vigueur des deux arrêtés.

⁽¹⁾ Avis 47.197/2 donné le 7 octobre 2009 sur un projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information.

Observations particulières

Intitulé

Afin de mieux faire apparaître l'objet essentiel de l'arrêté en projet, il y a lieu de compléter son intitulé par les mots "notamment en vue de permettre la participation par internet".

Préambule

1. Il y a lieu d'omettre, au premier visa, la référence à l'article 6, § 1^{er}, 3/, et à l'article 7 de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, qui ne constituent pas le fondement légal du projet.

2. Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal à venir qui fixera les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information. Il ne constitue pas le fondement légal du projet et il n'est ni modifié ni abrogé par le projet.

Dispositif

Article 1^{er}

Cet article prévoit qu'il est mis fin à l'abonnement d'un joueur s'il ne consent pas à une modification des règles de participation du Lotto ou du Joker. La notion de "règle de participation" est imprécise et, à défaut de définition, ne permet pas de distinguer, avec la certitude et la précision requises, les règles qui seraient des règles de participation de celles qui ne le seraient pas. Les exemples cités dans le projet de règles de participation ne le permettent également pas. Ils concernent tant la mise, la répartition des gains que la fréquence des tirages.

Il y a donc lieu de prévoir soit que le consentement préalable est requis pour toute modification du règlement du jeu, soit de définir la notion de règle de participation, soit encore de recourir à une notion plus précise.

Cette observation vaut également pour l'article 13/1, § 11, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 portant le règlement du Lotto et du Joker, loteries publiques organisées par la Loterie nationale, l'article 12/1, § 8, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 9 août 2002 portant le règlement du "Pick-3", loterie publique organisée par la Loterie Nationale, l'article 13/1, § 9, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale et l'article 11/1, § 8, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 18 janvier 2008 portant le règlement du "Keno", loterie publique organisée par la Loterie Nationale.

Article 2

Afin de permettre au lecteur de comprendre directement l'objet de la modification apportée à l'article 13, § 30, de l'arrêté du 12 décembre 2001 précité, il est suggéré de rédiger l'article 2 plutôt comme suit :

"Art.2. Dans l'article 13, § 30, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 2002, le nombre «13/1,» est inséré entre les nombres «12,» et «14»."

Article 3

1. À l'article 13/1, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 précité, il y a lieu d'omettre l'adjectif "majeures". Cela est redondant tant par rapport à l'article 35 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 précité que de l'article 2 du projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information.

.../...

2. Au même paragraphe, l'adverbe "exclusivement" doit être omis car dénué de portée normative.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il n'y a pas lieu de mentionner les articles 6, § 1^{er}, 3/, et 7 de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, ces dispositions ne pouvant constituer le fondement légal de l'arrêté royal dont il est question à cette disposition ².

La même observation vaut pour le paragraphe 10, 2/.

4. L'article 13/1, § 6, dernier alinéa, en projet du même arrêté crée un nouveau mode de participation, la participation en "mode continu". L'article 13/1, § 9, 3/, en projet prévoit que la mise est débitée tirage par tirage du compte joueur et l'article 13/1, § 11, en projet la possibilité d'y mettre fin à tout moment moyennant une modification du paramètre adéquat de son compte joueur ou du défaut de consentement du joueur en cas de modification des règles de participation.

Dans un souci de lisibilité, il est suggéré de rédiger l'article 13/1, § 6, en projet plutôt comme suit :

"Le joueur, qui utilise le bulletin simple ou la formule «mode combinatoire», choisit s'il souhaite participer à un seul tirage ou à 2, 4, 6 ou 10 tirages successifs. Il peut également ne pas déterminer le nombre de tirages successifs auxquels il souhaite participer en choisissant de participer en «mode continu». Lorsque la participation au Joker est conjointe à celle au Lotto, cela vaut pour tous les tirages.

Un bulletin multiple ne peut pas participer à des tirages successifs".

5. Au paragraphe 6, alinéa 2, *in fine*, de la version française, il y a lieu d'écrire "celui-ci".

⁽²⁾ Voir, en ce sens, l'observation n/ 1 sur le préambule.

6. L'article 13/1, § 8, en projet du même arrêté prévoit la possibilité de modifier les paramètres de jeu après une prévisualisation de la prise de jeu.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il y a lieu de prévoir également la possibilité de renoncer à participer au jeu.

7. L'article 13/1, § 10, en projet du même arrêté prévoit les hypothèses dans lesquelles la prise de jeu est refusée. Il n'y a pas lieu de reprendre, parmi celles-ci, celles qui sont prévues par le projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information, c'est-à-dire les 1/, 2/ et 4/ ³.

Il faut par conséquent omettre l'énumération, ne reprendre que le 3/ et, éventuellement, rappeler la réserve générale pour les règles fixées par le Roi pour la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information.

8. Le second alinéa de l'article 13/1, § 12, en projet du même arrêté est sans lien logique avec le premier. Il n'y a donc pas lieu de les réunir dans un seul paragraphe.

⁽³⁾ Voir les articles 7, 10, § 1^{er}, 6/, et 11, alinéa 2, de cet arrêté royal.

9. À l'article 13/1, § 13, en projet du même arrêté, il y a lieu, d'une part, d'omettre les mots "et fait foi en cas de contestation" car il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante ⁴ et, d'autre part, d'omettre le second alinéa car il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

10. L'article 13/1, § 14, en projet du même arrêté, qui prévoit les réclamations, est redondant avec l'article 16 du projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information ⁵. Ce paragraphe doit dès lors être omis.

11. Le délai de réclamation différera selon que le joueur participe au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet ou au moyen des autres modes de participation. Le délai sera de 5 mois ou de 20 semaines. Il est suggéré à l'auteur du projet de prévoir un délai identique en modifiant la disposition qui prévoit le délai de 5 mois ou celles qui prévoient le délai de 20 semaines.

12. L'article 13/1, § 5, en projet permet de participer via internet au "Joker" indépendamment du "Lotto".

(4) Voir avis 37.323/2/V, donné le 2 septembre 2004, sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale et l'avis 47.208/2, donné le 12 octobre 2009, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé «Super Lotto», et du tirage spécial du Joker, appelé «Super Joker», organisés le vendredi 13 novembre 2009".

(5) Cet article est rédigé comme suit :
"Sous réserve des recours juridictionnels, les réclamations relatives aux transactions liées à la gestion des disponibilités, aux prises de jeu et au paiement des lots doivent, sous peine de forclusion, être adressées dans un délai de cinq mois calendrier suivant celui au cours duquel a eu lieu l'enregistrement de la transaction contestée sur le «compte joueur» concerné".

L'article 13/1, § 15, prévoit ainsi que les articles 3, § 2, alinéa 2, 22, alinéa 1^{er}, et 24 ne sont pas applicables à la participation au Lotto et Joker au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet. En effet, selon ces dispositions, la participation au seul Joker n'est en principe pas autorisée ⁶.

Dans un souci de lisibilité, il est préférable de modifier plutôt l'article 24 pour y prévoir la participation conjointe également au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet et, partant, d'omettre à l'article 13/1, § 15, la référence aux articles 3, § 2, alinéa 2, 22, alinéa 1^{er}, et 24.

13. L'article 13/1, § 15, en projet du même arrêté prévoit également que l'article 32 ne s'applique pas à la participation au Lotto et au Joker au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet. L'article 32 précité énonce que

"Les jours et heures limites des prises de participation en vue d'un tirage peuvent être obtenus dans chaque centre *on line*".

Les centres *on line*, selon le projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information, seront chargés de la vente des tickets prépayés au moyen desquels le compte joueur pourra être alimenté.

La mise à disposition, dans ces centres, des jours et heures limites des prises de participation au moyen d'internet reste dès lors utile. Il y a donc lieu de maintenir l'indication des jours et heures limites des prises de participation via internet dans les centres *on line*.

(6) L'article 3, § 2, dispose que "La participation au seul Joker n'est pas autorisée hormis dans les conditions visées à l'article 24".
L'article 22, alinéa 1^{er}, énonce que "La participation au Joker s'effectue soit en corrélation avec celle au Lotto conformément aux modalités visées à l'article 23, soit indépendamment de celle au Lotto conformément aux modalités visées à l'article 24".
L'article 24 débute comme suit : "Lorsqu'elle est indépendante de celle au Lotto, la participation au Joker se réalise exclusivement moyennant la formule appelée «Quick Pick Joker», sans recours à un bulletin".

Au contraire, il faut compléter l'article 32 de l'arrêté du 12 décembre 2001 précité afin de prévoir une information similaire sur le site internet de la Loterie Nationale afin qu'elle soit accessible aux joueurs qui n'approvisionnent pas leur compte joueur au moyen d'un ticket prépayé.

Article 4

Les observations formulées sous l'article 3, sauf les cinquième et douzième, concernent également l'article 4.

Article 5

Pour la raison exposée dans l'observation sous l'article 2, il est suggéré de rédiger l'article 5 comme suit :

"Art.5. Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique «Euro Millions» organisés par la loterie nationale, le nombre «12» est remplacé par le nombre «13/1»".

Article 6

Les observations formulées sous l'article 3, sauf les cinquième et douzième, concernent également l'article 6.

Article 8

Les observations formulées sous l'article 3, sauf les cinquième et douzième, concernent également l'article 8.

Article 9

Le délai de dix jours qui doit séparer, en principe, la publication au Moniteur belge de l'entrée en vigueur a pour but de permettre aux destinataires de la norme d'en prendre connaissance dans un délai raisonnable. La section de législation n'aperçoit pas en l'espèce à quelle nécessité répondrait l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté en projet.

Il y a donc lieu d'omettre l'article 9, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur.

Article 10

L'exécution de l'arrêté en projet doit être assurée au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions. L'article d'exécution doit dès lors être rédigé comme suit :

"Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Observation finale

Il y a lieu de rassembler dans un même article les éléments qui ont un rapport logique entre eux, sauf s'ils sont trop nombreux, et de placer dans des articles distincts les éléments qui sont sans rapport logique entre eux. L'auteur du projet doit revoir, en fonction de ces principes, les articles 3, 4, 6 et 8 du projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.349/2
VAN 24 NOVEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 26 oktober 2009 door de Vice Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de reglementen van de openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij onder de benamingen «Lotto/Joker», «Pick-3», «Euro Millions» en «Keno», en tot wijziging van de regels ter annulering van de deelnemingstickets verbonden met de deelneming aan deze openbare loterijen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het onderzochte ontwerp past hoofdzakelijk de verschillende reglementen aan van de trekkingsspellen georganiseerd door de Nationale Loterij, zodat ook met behulp van het internet eraan kan worden deelgenomen.

Deze deelneming zal pas mogelijk zijn nadat het ontwerp van koninklijk besluit is aangenomen tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij, waarover op 7 oktober 2009 advies 47.197/2 is verstrekt ¹.

Aldus heeft de afdeling Wetgeving het ingediende ontwerp onderzocht op basis van de tekst van dit ontwerp, en het onderzochte ontwerp kan niet worden aangenomen zolang dat andere besluit niet is goedgekeurd. Bovendien moet er op zijn minst samenhang bestaan wat de inwerkingtreding van de beide besluiten betreft.

⁽¹⁾ Advies 47.197/2, op 7 oktober 2009 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Om de hoofdstrekking van het ontwerpbesluit beter tot uiting te laten komen, dient het opschrift ervan te worden aangevuld met de woorden ", inzonderheid met het oog op deelneming via het internet".

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef moet de verwijzing naar artikel 6, § 1, 3/, en naar artikel 7 van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij vervallen, daar ze niet de rechtsgrond vormen van het ontwerp.

2. Er is geen grond om te verwijzen naar het toekomstige koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij. Dit besluit vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp en wordt er niet door gewijzigd of opgeheven.

Dispositief

Artikel 1

Dit artikel bepaalt dat aan het abonnement van een speler een eind komt indien hij niet instemt met een wijziging van de regels inzake deelneming aan de Lotto of aan de Joker. De term "deelnemingsregel" is onnauwkeurig en bij ontstentenis van een definitie ervan kan niet met de vereiste zekerheid en precisie een onderscheid worden gemaakt tussen de deelnemingsregels en de overige regels. Ook de voorbeelden van deelnemingsregels die in het ontwerp worden verstrekt, geven geen uitsluitsel

daaromtrent. Die voorbeelden betreffen de inzetbedragen, de verdeling van de winsten en de frequentie van de trekkingen.

Bijgevolg moet worden voorgeschreven dat voor iedere wijziging van het spelreglement de voorafgaande instemming vereist is, ofwel moet het begrip deelnemingsregel worden gedefinieerd, ofwel moet met een preciezer begrip worden gewerkt.

Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 13/1, § 11, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 houdende het reglement van de Lotto en de Joker, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij, voor het ontworpen artikel 12/1, § 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 augustus 2002 houdende het reglement van de "Pick-3", openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij, voor het ontworpen artikel 13/1, § 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij "Euro Millions", alsook voor het ontworpen artikel 11/1, § 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 2008 houdende het reglement van de "Keno", een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij.

Artikel 2

Opdat de lezer onmiddellijk de strekking kan inzien van de wijziging aangebracht in artikel 13, § 30, van het voornoemde besluit van 12 december 2001, wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. In artikel 13, § 30, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 2002, wordt tussen de getallen «12,» en «14» het getal «13/1» ingevoegd."

Artikel 3

1. In het ontworpen artikel 13/1, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 12 december 2001 moet het adjectief "meerderjarige" vervallen : het is immers overbodig, zowel ten aanzien van artikel 35 van het voornoemde koninklijk besluit van 12 december 2001, als van artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

2. In diezelfde paragraaf moet het bijwoord "uitsluitend" vervallen, daar het geen normatieve strekking heeft.

3. Er is geen grond om in paragraaf 1, tweede lid, te verwijzen naar de artikelen 6, § 1, 3/, en 7 van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, aangezien deze bepalingen niet de rechtsgrond kunnen vormen van het koninklijk besluit genoemd in die bepaling ².

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 10, 2/.

4. Het ontworpen artikel 13/1, § 6, laatste lid, van hetzelfde besluit voert een nieuwe wijze van deelneming in, de "voortdurende deelneming". Het ontworpen artikel 13/1, § 9, 3/, bepaalt dat het inzetbedrag trekking per trekking wordt gedebiteerd van de spelersrekening, en het ontworpen artikel 13/1, § 11, voorziet in de mogelijkheid voor de speler om te allen tijde aan de deelneming een eind te maken door de passende parameter van zijn "spelersrekening" te wijzigen of door niet in te stemmen met een wijziging van de deelnemingsregels.

⁽²⁾ Zie, in die zin, opmerking nr. 1 omtrent de aanhef.

Met het oog op de leesbaarheid wordt voorgesteld het ontworpen artikel 13/1, § 6, als volgt te stellen :

"De speler die het enkelvoudige formulier gebruikt of de formule «combinatiemodus» kiest, geeft aan of hij wenst deel te nemen aan een enkele trekking, dan wel aan 2, 4, 6 of 10 opeenvolgende trekkingen. Hij kan ook beslissen niet het aantal opeenvolgende trekkingen aan te geven waaraan hij wenst deel te nemen door te kiezen voor "voortdurende deelneming". Wanneer deelneming aan de Joker samengaat met deelneming aan de Lotto, geldt dit voor alle trekkingen.

Aan opeenvolgende trekkingen kan niet worden deelgenomen met een meervoudig formulier."

5. In de Franse lezing van paragraaf 6, tweede lid, *in fine*, schrijve men "celui-ci".

6. Het ontworpen artikel 13/1, § 8, van hetzelfde besluit voorziet in de mogelijkheid voor de speler om de spelparameters te wijzigen nadat hem een vooruitblik van de deelnemingsverwerving is gegeven.

Om iedere dubbelzinnigheid te voorkomen moet eveneens de mogelijkheid worden geboden om af te zien van deelneming aan het spel.

7. Het ontworpen artikel 13/1, § 10, van hetzelfde besluit behandelt de gevallen waarin de deelnemingsverwerving geweigerd wordt. Er is geen grond om ook de gevallen te vermelden die worden geregeld bij het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij, te weten de punten 1/, 2/ en 4/ ³.

⁽³⁾ Zie de artikelen 7, 10, § 1, 6/ en 11, tweede lid, van dit koninklijk besluit.

Bijgevolg moet de nummering vervallen, hoeft alleen nog punt 3/ te worden behouden en moet eventueel worden herinnerd aan het algemene voorbehoud inzake de regels die door de Koning worden vastgesteld voor deelneming aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

8. Er bestaat geen logisch verband tussen het eerste en het tweede lid van het ontworpen artikel 13/1, § 12. Er is derhalve geen grond om ze op te nemen in een enkele paragraaf.

9. In het ontworpen artikel 13/1, § 13, van hetzelfde besluit moeten enerzijds de woorden "en geldt bij betwisting als bewijs" vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om de wettelijke regels betreffende de bewijskracht te wijzigen ⁴, en moet anderzijds het tweede lid vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om een regel uit te vaardigen die herinnert aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of die voorziet in een afwijking ervan.

10. Het ontworpen artikel 13/1, § 14, dat handelt over de klachten, is een overbodige herhaling van het bepaalde in artikel 16 van het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen,

⁽⁴⁾ Zie advies 37.323/2/V, op 2 september 2004 verstrekt over het ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij "Euro Millions", alsook advies 47.208/2, op 12 oktober 2009 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van de Lotto, genaamd «Super Lotto», alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd «Super Joker», die worden georganiseerd op vrijdag 13 november 2009".

weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij⁵. Deze paragraaf moet dan ook vervallen.

11. Aldus zal de termijn voor het indienen van een klacht verschillen naargelang de speler deelneemt met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd, dan wel met behulp van de overige deelnemingsinstrumenten. De termijn bedraagt 5 maanden of 20 weken. De steller van het ontwerp wordt voorgesteld een enkele termijn te bepalen, waarbij de bepaling wordt gewijzigd die de termijn van 5 maanden voorschrijft, ofwel de bepalingen die 20 weken voorschrijven.

12. Volgens het ontworpen artikel 13/1, § 5, kan aan de "Joker" via internet worden deelgenomen los van de "Lotto".

Zo bepaalt artikel 13/1, § 15, dat de artikelen 3, § 2, tweede lid, 22, eerste lid, en 24 niet van toepassing zijn op de deelneming aan de Lotto en aan de Joker met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd. Volgens deze bepalingen is het in principe immers niet toegestaan om uitsluitend deel te nemen aan de Joker⁶.

(5) Dit artikel luidt als volgt :
"Onder voorbehoud van een rechterlijk beroep, moeten de klachten met betrekking tot de transacties verbonden aan het beheer van de beschikbare tegoeden, de deelnemingsverwervingen en de betaling van de loten, op straffe van verval, geadresseerd worden binnen een termijn van vijf kalendermaanden volgend op de maand waarin de registratie van de betwiste transactie op de betreffende "spelersrekening" plaats vond."

(6) Artikel 3, § 2, bepaalt : "De deelneming aan de Joker alleen is niet toegestaan, behalve onder de in artikel 24 bedoelde voorwaarden."
Artikel 22, eerste lid, bepaalt : "De deelneming aan de Joker gebeurt ofwel in samenhang met die aan de Lotto, volgens de in artikel 23 bedoelde regels, ofwel onafhankelijk van die aan de Lotto, volgens de in artikel 24 bedoelde regels."
Artikel 24 vangt als volgt aan : "Wanneer de deelneming aan de Joker niet samengaat met een deelneming aan de Lotto, kan ze enkel tot stand gebracht worden zonder een formulier, en wel volgens de formule die «QuickPick Joker» wordt genoemd."

Met het oog op de leesbaarheid is het verkieslijk artikel 24 te wijzigen, waarbij de mogelijkheid wordt geboden om aan de beide spellen samen deel te nemen, eveneens met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd, en bijgevolg in artikel 13/1, § 15, de verwijzing naar de artikelen 3, § 2, tweede lid, 22, eerste lid, en 24 te schrappen.

13. Het ontworpen artikel 13/1, § 15, van hetzelfde besluit bepaalt bovendien dat artikel 32 niet van toepassing is op deelneming aan de Lotto en aan de Joker met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd. Het voornoemde artikel 32 luidt als volgt :

"De dag- en uurlimieten voor de deelnemingsverwervingen met het oog op een trekking, zijn verkrijgbaar in alle *online*-centra."

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij zullen de *online*-centra belast worden met de verkoop van vooraf betaalde tickets waarmee de spelersrekening kan worden gestijfd.

Bijgevolg blijft het nuttig om in die centra te voorzien in dag- en uurlimieten voor de deelnemingsverwervingen met behulp van het internet. Derhalve moet de aanduiding van de dag- en uurlimieten voor de deelnemingsverwervingen via het internet in de online-centra gehandhaafd blijven.

Meer nog, artikel 32 van het voornoemde besluit van 12 december 2001 moet worden aangevuld, waarbij wordt voorzien in soortgelijke informatie op de internetsite van de Nationale Loterij, bedoeld voor de spelers die hun spelersrekening niet stijven met behulp van een vooraf betaald ticket.

Artikel 4

De opmerkingen gemaakt onder artikel 3, met uitzondering van de opmerkingen nrs. 5 en 12, gelden eveneens voor artikel 4.

Artikel 5

Om de reden uiteengezet in de opmerking onder artikel 2, wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te stellen :

"Art. 5. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij «Euro Millions» wordt het getal «12» vervangen door het getal «13/1»."

Artikel 6

De opmerkingen gemaakt onder artikel 3, met uitzondering van de opmerkingen nrs. 5 en 12, gelden eveneens voor artikel 6.

Artikel 8

De opmerkingen gemaakt onder artikel 3, met uitzondering van de opmerkingen nrs. 5 en 12, gelden eveneens voor artikel 8.

Artikel 9

De termijn van tien dagen die in principe gelegen is tussen de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en de inwerkingtreding, is bedoeld om de adressaten van de norm in staat te stellen binnen een redelijke termijn kennis ervan te nemen. Het is de afdeling Wetgeving in het onderhavige geval niet duidelijk waarom het ontwerpbesluit onmiddellijk in werking moet treden.

Artikel 9 moet dan ook vervallen, zodat wat de inwerkingtreding betreft teruggegrepen wordt naar het gemene recht.

Artikel 10

De uitvoering van het ontwerpbesluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of van hun bevoegdheidsverdeling heen. De uitvoeringsbepaling moet dus als volgt worden geredigeerd :

"De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerking

Alle voorschriften waartussen een logisch verband bestaat, moeten in eenzelfde artikel worden gegroepeerd, behalve indien ze te talrijk zijn, terwijl de voorschriften waartussen geen logisch verband bestaat, in onderscheiden artikelen moeten worden opgenomen. De steller van het ontwerp moet op basis van deze beginselen de artikelen 3, 4, 6 en 8 van het ontwerp herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS